



Les profs en reconversion au secours de l'Éducation nationale

Bien que la profession souffre d'un faible attrait, elle parvient tout de même à susciter l'intérêt d'un certain nombre de néo-enseignants en deuxième carrière, le plus souvent des femmes venues du secteur privé. Qui veut encore se risquer à devenir prof ? Plus grand monde, à en croire les chiffres d'inscrits puis d'admissibles au Capes (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré) dans certaines disciplines ou au CRPE (concours de recrutement de professeurs des écoles). Chaque année, après la diffusion des résultats d'admissibilité, les postes non pourvus sont nombreux, trop nombreux. Plus particulièrement dans le second degré (collèges et lycées) : par exemple, en 2021, 100 postes sont restés vacants en mathématiques et 66 en allemand.

À LIRE AUSSI : Professeur des écoles en Seine-Saint-Denis : "Je ne veux plus enseigner"

Pour boucher les trous, il existe une solution de plus en plus utilisée : les contractuels. Dans le premier degré public (écoles maternelles et primaires), 1,37 % des enseignants sont des « non-titulaires », contre 8,80 % dans le second degré, selon les données de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp), l'organe statistique du ministère de l'Éducation nationale. Soit une augmentation de plus de un point – dans chacun des cas – depuis 2014-2015. C'est d'ailleurs pour en embaucher de nouveaux que l'académie de Versailles a organisé, du 30 mai au 3 juin, des sessions de job dating. Le principe : en trente minutes, un jury composé d'un inspecteur ou d'un conseiller pédagogique et d'un membre des ressources humaines du rectorat auditionne les candidats pour sélectionner les contractuels qui pourront enseigner devant une classe à la rentrée.

À LIRE AUSSI : Job dating de profs : "Si la volonté était de dépolssiérer l'image du métier, c'est raté"

Seul critère de présélection : être au minimum titulaire d'une licence. Et, ô surprise, il y a eu foule : 2 000 entretiens ont eu lieu pour recruter 700 professeurs des écoles et 600 enseignants du second degré. Et de nouvelles sessions ont été programmées pour la fin du mois de juin afin de pouvoir recevoir les candidats qui se sont heurtés à une liste des inscriptions complète. « C'est réjouissant de voir que le métier peut encore attirer certaines personnes se réjouit Olivier Flipo, directeur d'école à Cergy et militant SE-Unsa. Le rôle du professeur et celui de l'école ont encore de l'importance pour certains, en particulier pour ceux qui cherchent une reconversion avec du sens. En clair : une utilité particulière pour la société. »

« Ils ne sont pas formés »

Et ils sont très nombreux parmi les inscrits de ces sessions à être dans ce cas. Ils représentent même le premier bataillon de mobilisés, avec dans ses rangs, le plus souvent, des femmes. Marina, 33 ans, en est. Commerciale pour la même entreprise depuis « sept longues années » elle était épuisée de parcourir les routes pour vendre des produits auxquels elle ne croyait pas forcément, de rencontrer des ombres plus que des visages. Alors, il y a plus d'un an, elle a tout lâché. « J'ai entrepris un travail sur moi-même pour déterminer ce qui devait être ma voie nous explique-t-elle devant le lycée Alfred-Kastler de Pontoise (Val-d'Oise). Enseigner, c'est devenu une évidence. Transmettre plutôt que subir son quotidien, c'est quelque chose qui a du sens pour moi. » Là voilà donc prête à épouser une deuxième carrière, et tant pis pour la petite baisse de revenus en comparaison avec son ancien poste. « Le salaire n'est pas non plus ridicule » tranche-t-elle tout net. Avec sa licence, Marina peut prétendre à un salaire de 1



921 € brut par mois. Un salaire croissant selon le niveau de diplôme des contractuels embauchés et qui peut aller jusqu'à 2 225 € brut pour les titulaires d'un doctorat. « Le problème avec les enseignants en deuxième carrière, ce n'est évidemment pas leur mauvaise volonté, bien au contraire observe Olivier Flipo. C'est plutôt qu'ils fantasment l'école comme un paradis jusqu'à nier complètement les difficultés qui pourraient se présenter à eux une fois en poste. » Le directeur d'école l'affirme : le plus dur, que ce soit dans le premier ou le second degré, c'est de « tenir une classe ».

À LIRE AUSSI : Capes en déshérence : "Je pouvais faire plein de métiers bien payés, mais j'ai choisi d'être prof de maths"

Et ça ne s'improvise pas, que vous ayez été dresseur de fauves ou gardien de prison dans votre première vie. « Les contractuels dépannent, évidemment, mais ils ne sont pas formés s'insurge Antoine Tardy, secrétaire académique du Snes-FSU. Les contractuels sont le plus souvent affectés dans des établissements qui cumulent les difficultés, et les élèves ont besoin d'avoir face à eux des professionnels avec un savoir-faire. Seulement, la formation déficiente [dans le cas de ces candidats au job dating : une semaine en août et un accompagnement par un tuteur tout au long de la première année] de ces professeurs accroît leur retard, et donc les inégalités entre élèves et établissements selon les zones du territoire. »

Un manque de préparation qui cause aussi du tort aux enseignants, provoquant bien souvent leur abandon en cours de route, comme en témoigne Olivier Flipo. Encore un frein au bon fonctionnement des établissements, d'autant que le nombre de démissions des enseignants titulaires et stagiaires – passés par les concours – est en hausse. Dans le récent rapport sénatorial « Crise d'attractivité du métier d'enseignant : quelles réponses des pays européens ? », Gérard Longuet, sénateur LR, s'en inquiète : « Chez les enseignants titulaires, le taux de démission est passé de 0,05 % en 2008-2009 à 0,32 % en 2020-2021. Loin d'être conjoncturel, cet accroissement est continu au cours des dernières années et ne peut être relié aux difficultés éprouvées dans le cadre de la crise sanitaire, même s'il est vrai que le rebond de démissions en 2020-2021 en découle partiellement. »

À LIRE AUSSI : Profs : hélas, l'herbe n'est pas plus verte dans la Belle Province

Un phénomène qui touche davantage les enseignants du premier degré (0,41 % des professeurs des écoles en 2020 et 0,27 % en 2019) que ceux du second degré (0,24 % des enseignants en 2020 et 0,18 % en 2019). « Se penser en capacité d'enseigner parce qu'on a fait autre chose dans la vie, parce qu'on a des enfants ou parce qu'on s'intéresse à la pédagogie, c'est un peu court, s'étrangle un professeur croisé devant la grille d'entrée du lycée de Pontoise. Être enseignant, ça s'apprend. Le ministère et les académies devraient le savoir : éduquer une génération, ça ne se fait pas avec du rafistolage mais avec de vrais profs. » Et si l'on poussait ces profils à devenir de « vrais profs » titulaires ?

Les solutions de « Marianne » :

Limitier le recours aux contractuels à trois contrats d'affilée afin de les pousser à se présenter au Capes ou au CRPE.

Instaurer un temps véritable et substantiel de formation des contractuels sur le terrain avant de leur permettre de se lancer réellement face à une classe.

Considérer les précédents parcours des candidats à l'enseignement en « deuxième carrière » pour fixer leur rémunération et attirer ainsi davantage de profils.

Augmenter les salaires pour rendre le métier plus attractif et éviter ainsi des séances de job dating pour des recrutements à la hâte.

